

SRI LANKA

Il faut agir dès maintenant pour empêcher l'escalade de la violence et des atteintes aux droits humains

Index AI : ASA 37/004/2005

ÉFAI

Lundi 5 décembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Colombo. Le gouvernement sri-lankais et les *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE, Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) doivent agir de toute urgence pour mettre un terme à l'engrenage de la violence et des atteintes aux droits humains dans le nord et l'est du pays, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, à l'issue de sa visite de quatre jours à Sri Lanka.

« *Les deux camps utilisent les droits humains comme une arme politique, chacun accusant l'autre de violer ces droits sans pour autant avoir fait grand-chose au cours de l'année passée pour mettre un terme à la vague d'homicides, d'enlèvements et d'actes de harcèlement qui frappe le pays.* »

La visite d'Irene Kahn fait suite à une mission de recherche menée en 2005 par Amnesty International dans le nord et l'est du pays, au cours de laquelle l'organisation s'est penchée sur les préoccupations en matière de droits humains qui découlent de la situation en termes de sécurité, ainsi que des déplacements de populations à l'intérieur du pays liés au conflit et au tsunami.

« *Des gens sont tués presque quotidiennement dans des attaques qui font rarement l'objet d'une enquête et dont les auteurs ne sont presque jamais poursuivis. Les tendances à la multiplication des catégories de personnes visées et à l'extension du territoire concerné vers le nord sont particulièrement alarmantes. Dans ce climat de terreur, la société civile et la population sont réduites au silence.* »

La délégation d'Amnesty International a été informée de l'accroissement des tensions intercommunautaires. Des groupes musulmans lui ont exprimé leurs craintes concernant les meurtres, la marginalisation et la discrimination dont ils font l'objet. Comme l'a expliqué un homme à l'équipe de recherche d'Amnesty International, « *les Cingalais ont peur des LTTE, les Tamouls ont peur du gouvernement et les musulmans ont peur des deux* ».

Les membres de toutes les communautés sont profondément inquiets pour l'avenir.

Les réponses inéquitable, et parfois inadaptées, au déplacement de centaines de milliers de

personnes à la suite du conflit et du tsunami de l'an dernier ont accru l'instabilité de la situation.

« *La situation est grave et le temps est compté, a déclaré Irene Khan. Nous avons appelé le président Mahinda Rajapaksa à agir de toute urgence pour mettre un terme à l'escalade de la violence.*

« *Nous avons exhorté le gouvernement à faire preuve d'ouverture et de souplesse en ce qui concerne les mécanismes de surveillance et la mise en place de systèmes efficaces d'obligation de rendre des comptes, notamment par le biais d'enquêtes indépendantes, a ajouté la secrétaire générale d'Amnesty International. Sans une diminution rapide du nombre d'atteintes aux droits humains, les chances de rétablir la paix seront faibles.* »

Le président a affirmé à Amnesty International qu'il était prêt à s'attaquer à toutes les allégations de violations des droits humains aux mains des forces de sécurité sri-lankaises. « *Nous nous réjouissons de cet engagement, mais nous attendons des actions concrètes sur le terrain.*

« *Un nombre important d'attaques et d'homicides sont commis dans les zones contrôlées par le gouvernement* », a précisé Irene Khan. Même s'il est difficile de savoir qui est derrière ces attaques, il ne fait aucun doute que l'État a la responsabilité de diligenter des enquêtes et d'engager des poursuites à leur sujet. Il ne fait aucun doute non plus que, en tant que groupe armé, les LTTE ont l'obligation de respecter le droit international humanitaire et relatif aux droits humains en toutes circonstances, ainsi que de ne pas prendre des civils pour cible, où qu'ils se trouvent.

Lors de sa rencontre avec S.P. Thamichelvan, chef de la branche politique des LTTE, à Kilinochchi, Amnesty International a insisté sur le fait que le groupe armé devait répondre de ses actes et respecter les droits humains et le droit international humanitaire.

Elle s'est inquiétée du fait que les LTTE continuaient de recruter des enfants et n'avaient pas libéré ni réinséré les enfants qui se trouvaient dans leurs rangs, contrairement à l'engagement qu'ils avaient pris dans le plan d'action établi avec l'UNICEF. « *Il faut cesser d'enrôler des enfants* », a déclaré Irene Khan, et veiller à protéger les droits des enfants à l'éducation, à un logement et à la non-discrimination.

« *Les LTTE et le gouvernement doivent chercher les meilleurs moyens de faire appliquer les garanties relatives aux droits humains qui figurent dans l'accord de cessez-le-feu, a ajouté la secrétaire générale d'Amnesty International. Le différend qui oppose les deux parties sur la question de savoir s'il faut revoir cet accord ou l'appliquer plus efficacement ne doit en aucun cas leur servir*

d'excuse pour échapper à leurs obligations en matière de droits humains ni pour bafouer ces obligations.

« Les homicides et les attaques perpétrés récemment à Jaffna montrent bien l'instabilité de la situation actuelle.

« Les chances de préserver la paix dépendront de la rapidité et de l'ampleur des mesures que le gouvernement et les LTTE sont prêts à prendre pour améliorer la situation extrêmement fragile en termes de sécurité dans le nord et l'est du pays », a conclu Irene Khan.

Complément d'information

La délégation d'Amnesty International était menée par Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International. Celle-ci était accompagnée de Lars Normann Jørgensen, directeur de la section danoise d'Amnesty International ; de Purna Sen, directrice du Programme Asie et Pacifique d'Amnesty International ; et de Liz Rowsell et Kavita Menon, adjointes de recherche et d'action au sein de l'équipe Asie du Sud. La délégation a rencontré, entre autres, le président de Sri Lanka, Mahinda Rajapaksa ; le ministre des Affaires étrangères ; Mangala Samaraweera ; l'ancien Premier ministre et dirigeant de l'opposition, Ranil Wickremesinghe ; des diplomates ; et des organisations de la société civile et de défense des droits humains basées à Colombo, Jaffna et Batticaloa. Elle s'est rendue à Jaffna et Kilinochchi, où elle a rencontré des représentants des LTTE, dont S.P. Thamilchelvan, chef de la branche politique des LTTE ; E. Pararajasingham, responsable des autorités judiciaires ; P. Nadesan, responsable des forces de police ; ainsi que des membres du Secrétariat aux droits humains du Nord-Est. Les délégués d'Amnesty International ont également visité une prison dirigée par les LTTE. Enfin, ils se sont rendus dans deux camps de personnes déplacées, l'un accueillant des personnes déplacées par le conflit et l'autre des survivants du tsunami de décembre 2004. ●

Pour toute information complémentaire, merci de vous adresser à Kavita Menon, à Sri Lanka, au +94 77916 9984.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>